



Le devenir et l'insertion professionnelle des diplômés en Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales : méthodes, résultats et enjeux

Pistes de synthèse du colloque organisé à l'Université Omar Bongo de Libreville, du 19 au 22 novembre 2008

Axel TIXHON

Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur (Belgique)

Les représentants des Facultés de Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales (abréviations : FLSHS) issus de plusieurs pays de la Francophonie (principalement d'Europe, d'Amérique du Nord, du Proche-Orient et d'Afrique subsaharienne) ont unanimement reconnu faire face à la critique de leur opinion publique. Par la voix du monde politique et des acteurs médiatiques, celle-ci stigmatise l'incapacité des établissements universitaires à produire des diplômés s'intégrant naturellement dans le marché de l'emploi. Ces accusations concernent particulièrement les FLSHS dont les formations ne conduisent pas automatiquement et surtout pas explicitement à des carrières professionnelles bien identifiées, contrairement aux Facultés de Médecine, de Droit ou encore de Sciences.

De même, les participants au colloque observent la croissance ou, en tout cas, le maintien à un niveau élevé de l'effectif des étudiants choisissant une formation dans les FLSHS. Bien que n'offrant pas une image très positive sur le plan des débouchés, ces études attirent une proportion très importante de la jeunesse des pays faisant partie de la Francophonie. Ce succès n'est cependant pas toujours bien perçu de la part des pouvoirs publics et des secteurs économiques, qui préféreraient plutôt accroître l'effectif des étudiants

et des diplômés dans des filières plus techniques et plus directement liées aux domaines économiques et industriels.

Cependant, les différents orateurs ont aussi présenté des expériences bien différentes illustrant des contextes bien particuliers. Dans les pays occidentaux (Europe atlantique et Amérique du Nord), les FLSHS sont confrontées à des critiques visant la faible capacité des universités à préparer les diplômés aux besoins du marché de l'emploi. En France, particulièrement, l'État travaille à la mise en place d'un système d'évaluation des performances universitaires dans le domaine de l'insertion professionnelle des diplômés. En Belgique et au Canada, les pressions semblent, pour le moment, moins directes de la part des pouvoirs publics. Cependant, les FLSHS sont régulièrement poussées à justifier leurs stratégies visant à préparer leurs étudiants à leur entrée sur le marché. Dans cette aire géographique, le problème réside moins dans la question du chômage des diplômés des FLSHS que de leur « sous-emploi » dans des carrières professionnelles jugées inappropriées.

Au Proche-Orient et dans l'Europe centrale, les FLSHS bénéficient, comme dans les pays occidentaux, d'une longue, voire d'une plus longue, tradition universitaire. Elles jouissent aussi d'une importante notoriété liée, en partie, à l'attrait culturel de la langue française. Cependant, ces régions sont soumises à un fort taux de chômage. Les débouchés sont, en outre, rares pour les diplômés des FLSHS, même si des besoins **restent** dans les secteurs de la traduction, de l'informatique ou encore du tourisme. Quant à la recherche universitaire dans les FLSHS, elle ne concerne qu'un très faible effectif.

En Afrique subsaharienne, les universités ont une histoire beaucoup plus récente. Elles sont, en outre, déjà confrontées à de nouvelles et importantes réformes suite à la généralisation du système LMD. Elles sont aussi soumises à une très forte augmentation des effectifs estudiantins. Dans les FLSHS, en particulier, les auditoires sont bondés alors que les débouchés sont rares en dehors des services publics. Sans espoir professionnel, les diplômés

deviennent trop souvent des « étudiants professionnels ». Il faut, néanmoins, tenir compte de la part importante de l'économie informelle. Ceci complique nécessairement l'évaluation précise du taux d'insertion professionnelle des diplômés. La recherche universitaire est pratiquement inexistante en dehors des filières scientifiques.

Face à une problématique qui touche l'ensemble des FLSHS de la Francophonie, dans des proportions différentes et selon une intensité variable, des stratégies spécifiques ont partout vu le jour afin d'améliorer l'insertion professionnelle des diplômés des FLSHS.

Comme elles sont particulièrement visées par les critiques, ce sont les universités qui prennent souvent l'initiative de proposer des formations plus directement liées au marché de l'emploi. Plusieurs établissements tentent ainsi de mettre sur pied des filières directement ou indirectement « professionnalisantes ». Ces enseignements sont destinés à répondre aux besoins exprimés par le marché de l'emploi, et donc par les secteurs économiques en croissance. Le plus souvent, ces filières sont organisées au niveau de la maîtrise pour un public trié sur le volet et exigent aussi un important investissement financier tant de la part des universités que de la part des étudiants (pouvant parfois obtenir des bourses d'études). Prises en charge par des opérateurs privés ou publics, comme l'Institut de la Francophonie pour l'Administration et la Gestion de Sofia ou le projet SOUFI dans le cadre de l'AUF, ces formations cherchent à développer des collaborations interuniversitaires. Dans les deux exemples cités, il s'agit aussi d'accroître ou de maintenir le statut international de la langue française tout en permettant aux diplômés de FLSHS d'améliorer leur formation professionnelle et linguistique.

Invariablement, le « stage en milieu professionnel » est cité comme un moyen efficace de préparer les futurs diplômés à leur intégration. Ainsi, le régime coopératif canadien constitue, sans doute, le modèle le plus approfondi de cette méthode d'insertion professionnelle. Pour les étudiants qui le demandent, une formation graduelle est mise en

place dès la deuxième année d'université. Elle est basée sur la collaboration entre étudiants (enrichissement de la formation, revenus pour le financement des études), employeurs (contrôle du recrutement, adaptation de la formation) et universités (lien avec les employeurs, attractivité pour les étudiants). Les stages sont également indissociables des « filières professionnalisantes ». Pour les étudiants et diplômés qui bénéficient de cette première expérience professionnelle, l'insertion professionnelle est incontestablement facilitée, voire assurée. Cependant, la gestion des stages exige d'importants moyens humains et nécessite une forte coopération entre le milieu universitaire et le monde économique.

Pour la plupart des orateurs, une des principales difficultés de l'insertion professionnelle des diplômés des FLSHS réside dans le manque d'informations des étudiants à propos de la situation du marché de l'emploi. Dans ce domaine aussi, les universités multiplient les initiatives en vue de renseigner les futurs étudiants sur les possibilités d'emplois des formations proposées (même s'il s'agit parfois de pures campagnes publicitaires) et de communiquer aux futurs diplômés les secteurs d'emplois plus prometteurs. Les étudiants ne perçoivent pas toujours clairement ces enjeux avant ou pendant leur formation et se basent sur d'autres considérations (facilité prétendue de certaines filières) pour établir leur programme d'études.

Cette constatation entraîne une autre réflexion plus centrée sur les profils individuels et moins sur les attentes socio-économiques. La conscientisation des étudiants constitue une autre voie pour faciliter leur insertion dans le monde professionnel. Si l'entrée sur le marché du travail exige des compétences et surtout des attitudes spécifiques, le ou la jeune diplômé(e) doit d'abord être conscient(e) de ses forces et de ses faiblesses. Il doit concevoir un projet adapté à ses qualités personnelles et professionnelles, quitte à perfectionner ces dernières en recourant à de nouvelles formations ou expériences.

Ces stratégies très contrastées visent toutes, in fine, à extraire l'étudiant universitaire de la bulle, parfois trop confortable, que peut constituer la vie académique. Elles tendent à ne plus considérer cette période comme une parenthèse entre l'adolescence et la vie adulte. Elles cherchent à intégrer les études dans un parcours progressif conduisant l'homme ou la femme non productif (ve) vers une professionnalisation directement utile pour la société et rentable pour celui-ci ou celle-ci. L'université, et donc nos FLSHS, est perçue comme une entreprise, parmi d'autres, appelée à participer au développement économique d'une nation ou d'une région. Elle doit être rentable. Cette conception entraîne, dès lors, plusieurs problèmes soulevés par les participants au colloque.

Le projet universitaire se caractérise, en effet, par sa grande ouverture aux multiples voies de la connaissance et par une formation de type généraliste. Il s'inscrit dans une longue durée et vise à l'universalité. Dès lors, il se combine mal avec un rôle de formation professionnelle nécessairement déterminée par des contingences temporelles et géographiques limitées. En outre, l'université doit aussi nécessairement jeter un regard critique sur la société de son temps et exploiter son indépendance intellectuelle pour éclairer la pensée de ses contemporains. Ainsi, elle ne peut accepter un rôle uniquement imposé par les réalités économiques et se muer en école professionnelle guidée par des objectifs de rentabilité.

Quelle mesure peut d'ailleurs évaluer cette rentabilité ? Le taux d'insertion professionnelle est difficile à déterminer. Incalculable, là où l'économie informelle est répandue, il est néanmoins malaisé à établir dans le monde occidental. Les enquêtes, les « suivis de cohortes », les sondages ne donnent pas de résultats entièrement significatifs. Comment mesurer le caractère adéquat ou inadéquat de la profession en regard de la formation suivie ? Selon l'appréciation de l'intéressé ? Selon une typologie nécessairement problématique ? Selon les montants des salaires (déclarés ou réels ?) ? Les bénéfices offerts par les établissements universitaires à la société ne sont tout simplement pas quantifiables.

Il n'est pas certain, d'autre part, que l'insertion professionnelle des diplômés serait mieux réalisée si les universités fonctionnaient comme des fabriques de bons employés. La formation large offerte plus particulièrement dans les FLSHS permet d'acquérir des réflexes interdisciplinaires, une réelle polyvalence et une bonne capacité d'adaptation. Dans les sociétés offrant un marché du travail diversifié (sans être des sociétés du plein emploi), les diplômés des FLSHS parviennent à obtenir un emploi dans des branches fort variées et même parfois fort éloignées de leur formation initiale. Ils se distinguent, très nettement en ce domaine, d'autres catégories de diplômés issus d'études aux débouchés plus clairs et socialement plus prestigieux (médecine, droit, informatique, ingénieur, chimie, etc.). Ainsi, les FLSHS semblent plutôt souffrir d'un déficit d'image que d'un déficit de débouchés.

Dans les sociétés qui sont affectées par un fort taux de chômage, il est absurde d'attribuer la responsabilité de la faible insertion professionnelle des diplômés en FLSHS aux universités. Il s'agit d'abord d'une conséquence de la situation économique nationale ou régionale. En outre, le processus de professionnalisation des filières universitaires peut entraîner des effets contraires aux objectifs. Dans un contexte technologique et économique en forte mutation, les formations initialement identifiées comme susceptibles d'offrir d'importants débouchés peuvent, en quelques années, arriver à saturation. Elles suivront d'autant plus rapidement cette évolution que la plupart des établissements universitaires investiront simultanément dans les mêmes secteurs. Invariablement, les intervenants ont cité l'entrepreneuriat, l'informatique (NTIC), le journalisme, le management, le marketing, le tourisme, l'aménagement du territoire, la langue chinoise, la traduction. Que feront tous ces diplômés lorsqu'ils se retrouveront simultanément et partout sur le marché de l'emploi ? Comment se réorienteront-ils lorsque ces secteurs ne seront plus aussi demandeurs et que de nouveaux métiers émergeront ? Entre temps, les besoins du monde économique auront été

satisfaits, grâce à un investissement public dont les retombées seront réduites et de courte durée.

De façon plus inquiétante encore, des universités préfèrent modifier leur programme au profit des filières professionnalisantes en abandonnant la recherche fondamentale, précisément dans les FLSHS. Or, c'est nécessairement au stade du troisième cycle que le potentiel créatif des diplômés peut le mieux s'épanouir. C'est dans la formation doctorale que les étudiants pratiquent les échanges interdisciplinaires et internationaux les plus fructueux. L'investissement est, en la matière, moins directement productif mais il s'inscrit dans une durée beaucoup plus longue. L'absence ou l'insuffisance des moyens consacrés à la recherche universitaire conduit à l'émigration des individus les plus doués ou les mieux soutenus vers les universités occidentales ou orientales. Sans recherche, les universités et plus largement les sociétés des pays en voie de développement se condamnent à échouer dans ce processus et à continuer de vivre sous la dépendance économique et culturelle des nations industrialisées.

Entre une université dépendante du marché économique et une institution arc-boutée frileusement sur ses acquis, une voie médiane existe. Celle-ci est plutôt apparue lors des riches débats tenus après les communications et surtout lors des nombreuses discussions informelles agrémentant les inoubliables moments de rencontre sous la lisière luxuriante de la végétation tropicale.

Tout en observant que les universités ne pouvaient se transformer en un bureau de placement ou en une école professionnelle, les participants ont manifesté leur intention de répondre à un défi qui s'impose aux sociétés des différents États faisant partie de la Francophonie. Ils ont, en outre, observé que la langue française et le réseau de l'AFELSH pouvaient jouer un rôle actif dans une problématique qui concerne l'ensemble des Facultés du réseau.

La question de l'insertion professionnelle de diplômés universitaires fait partie d'une interrogation plus large, présente dans le titre du colloque, concernant le « devenir » de ces personnes qui ont reçu un enseignement universitaire au sein de nos Facultés. La formation générale, axée sur la dimension humaine du savoir, vise un objectif plus large, plus universel et plus durable que celui d'un apprentissage d'un métier directement rentable. Elle élève l'esprit critique et le degré de conscientisation des étudiants qui en bénéficient. Elle en fait d'abord et avant tout des hommes et des femmes, des citoyens et des citoyennes, acteurs et actrices de leur avenir. L'université est et doit rester une école de l'autonomie individuelle.

La problématique du devenir des diplômés rencontre donc incontestablement les enjeux qui concernent les universités. Celles-ci ont donc pour mission de continuer à s'intéresser aux destins de ces jeunes qu'elles ont contribué à façonner et qui ont participé, en retour, à son développement. Le diplôme ne rompt pas ce lien. Les réseaux d'anciens et les programmes de formation continue maintiennent une relation toujours enrichissante et fructueuse. De même, les efforts entamés pour mieux renseigner les futurs étudiants et diplômés sur les possibilités de carrière doivent être poursuivis. Ils gagneraient encore en efficacité s'ils encourageaient systématiquement la conscientisation des jeunes à mieux se connaître pour construire leur propre projet de carrière.

Pour répondre aux demandes de formation professionnalisante, il apparaît que le moyen le plus efficace à long terme est de développer les collaborations interuniversitaires. L'AFELSH peut, à ce niveau, jouer un rôle non négligeable afin de coordonner une offre à la fois riche et variée. Toutes les universités ne peuvent proposer partout une offre de qualité, qui couvre tous les domaines et qui est ouverte continuellement aux demandes socio-économiques. Les formations qui favorisent les transmissions de connaissances (comme l'apprentissage des langues et en particulier le français) et les savoirs transversaux offrent aux étudiants de meilleurs atouts pour une carrière professionnelle, sans doute, peu rectiligne. Les

initiatives lancées durant le colloque, en particulier l'organisation de séminaire et l'institution de sous-groupes régionaux, s'insèrent manifestement dans cette logique.

Ces actions exigent, cependant, des moyens financiers non négligeables qui, en toute hypothèse, ne peuvent être détournés des ressources, déjà faibles, consacrées à la recherche fondamentale, en particulier dans les FLSHS. Les universités du Monde entier doivent pouvoir offrir des doctorats réalisés en leur sein, par des étudiants issus de leur vivier et travaillant sur des problématiques qu'ils façonnent en élaborant des méthodes qui sont adaptées à leur champ d'investigation. Le devenir des diplômés passe incontestablement par une université qui cherche, invente, crée et communique.

« Il ne s'agit plus de discourir sur ce que doit l'homme de bien, mais de devenir un homme de bien », Marc-Aurèle.